

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

COORDONNÉE PAR

ANNE DULPHY (*)

AVEC LA CONTRIBUTION DE

BENOÎT D'ABOVILLE (**), YVES BOYER (**), ANTOINE COMPAGNON (**),
JULIAN FERNANDEZ (**), JACQUES FONTANEL (**), NICOLAS HAUPAIS (**),
MICHEL LEYMARIE (**), JOHANNA MÖHRING (***), PIERRE MOREL (**),
XAVIER PACREAU (**), GEORGES-HENRI SOUTOU (**) et SERGE SUR (**)

(*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

(**) Membre du jury du prix Albert Thibaudet.

(***) Chercheur associée au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

SOMMAIRE

Prix Albert Thibaudet

- Olivier ZAJEC, *Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationale*, PUPS, Paris, 2016, par Julian Fernandez.

Notes de lecture

- Christophe BELLON, *Aristide Briand*, CNRS Editions, 2016, par Xavier Pacreau

- Mathieu BOCK-CÔTÉ, *Le Multiculturalisme comme religion politique*, Cerf, Paris, 2016, par Serge Sur

- Gérard CHALIAND, *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*, Odile Jacob, Paris, 2016, par Yves Boyer

- Daniel COHEN, *Le Monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris, 2015, par Jacques Fontanel

- Eliot A. COHEN, *The Big Stick. The Limits of Soft Power & the Necessity of Military Force*, Basic Books, New York, 2016, par Johanna Möhring

- Guillemette CROUZET, *Genèses du Moyen-Orient. Le Golfe Persique à l'âge des impérialismes (vers 1800-vers 1914)*, Champ Vallon, Paris, 2015, par Michel Leymarie

- Claude DELESSE, *NSA. National Security Agency*, Tallandier, Paris, 2016, par Jacques Fontanel

- Marc FERRO, *L'Aveuglement : une autre histoire de notre monde*, Tallandier, Paris, 2015, par Antoine Compagnon

- André FRANÇOIS-PONCET, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, 1931-1938*, Perrin, 2016, par Georges-Henri Soutou

- Gilles KEPPEL, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris, 2015, par Xavier Pacreau

- Jean PEYRELEVADE, *Journal d'un sauvetage*, Albin Michel, Paris, 2016, par Serge Sur

- Maël RENUARD, *Fragments d'une mémoire infinie*, Grasset, collection Figures, 2016, par Benoît d'Aboville

- Nicolas SAUDRAY, *Nous les dieux. Essai sur le sens de l'histoire*, Editions Michel de Maule, Paris, 2016, par Pierre Morel

- Thierry WOLTON, *Une histoire mondiale du communisme, tome 1 : Les Bourreaux, tome 2 : Les Victimes*, Grasset, 2015, par Nicolas Haupais

PRIX ALBERT THIBAUDET

Le Prix Albert Thibaudet a été créé au printemps 2008. Il porte le nom d'un écrivain connu pour ses travaux de critique littéraire, d'histoire des idées politiques et de relations internationales. Albert Thibaudet (1874-1936) est notamment l'auteur de *La Campagne avec Thucydide* (1922), comparaison entre la Grande Guerre et la guerre du Péloponnèse. Le prix qui l'honore est remis à l'auteur d'un ouvrage récent en langue française, consacré notamment aux relations internationales.

En 2016, il a été décerné à Olivier Zajec pour Nicholas John Spykman, *L'Invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*, publié par les Presses universitaires Paris-Sorbonne en 2016.

Olivier ZAJEC, Nicholas John SPYKMAN, *L'Invention de la géopolitique américaine. Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationale*, PUPS, Paris, 2016, 604 p.

Saint-Cyrien et ancien officier de l'armée de terre, Olivier Zajec est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) et agrégé d'Histoire. Il est aujourd'hui maître de conférences à l'Université Lyon III (France). L'ouvrage présenté est issu d'une thèse en Histoire des relations internationales, soutenue en 2013 à l'Université Paris-Sorbonne sous la direction d'Olivier Forcade (à la suite de la disparition d'Hervé Coutau-Bégarie).

Nicholas John Spykman (1893-1943), né aux Pays-Bas et devenu américain, apparaît comme l'une des figures les plus marquantes et, en réalité, les moins connues de l'école dite réaliste des Relations internationales. Il est souvent considéré comme l'un des pères de la « théorie géopolitique ». Professeur à Yale (université du réseau « Ivy League » aux Etats-Unjis) et inventeur du premier département de Relations internationales de cet établissement, il défend notamment l'analyse des rapports interétatiques à partir d'une lecture empreinte de géographie politique – la célèbre théorie du « *Rimland* » présentée dans *The Geography of the Peace* en 1944 – le chapitre IX sur cet ouvrage paru après la mort de Spykman est particulièrement remarquable. S'il est l'auteur de peu d'ouvrages et d'articles, ses travaux eurent néanmoins une influence majeure dans le domaine de la Science politique, surtout dans les réflexions émergentes sur la « sécurité nationale ». Nicholas John Spykman

est perçu comme un homme de rupture avec l'idéalisme censé prévaloir dans les années 1920 et au début des années 1930. Il fut avec d'autres l'un des inspireurs de l'endiguement et de la doctrine Truman de 1947.

Passé de la sociologie interactionnelle à la politique internationale, auteur d'une thèse sous la direction d'un maître isolé mais auquel il ressemblait certainement beaucoup (Frederick Teggart), l'homme a très vite suscité beaucoup d'admiration, d'envie et d'opposition. Comme Carl Schmitt, mais à un degré moindre certainement, son œuvre a été souvent caricaturée et disqualifiée. En 1942, Michael Greenberg qualifiait celle-ci de « *feuille de route de diplomatie fasciste pour un siècle américain* ». Le géographe français Jean Gottmann estimait pour sa part que son œuvre était guidée par la même vision expansionniste que *Mein Kampf*.

Or, aussi étonnant que cela puisse paraître, avant Olivier Zajec, personne – y compris aux Etats-Unis ou aux Pays-Bas – ne s'était penché sur le parcours réel de Nicholas John Spykman, en interrogeant l'ensemble de ses écrits, en parcourant ses lieux de vies, en fouillant les archives des institutions auxquelles il a été rattaché, en allant rencontrer ses enfants, etc. Il faut dire qu'il n'existe aucun fonds Spykman, toutes les sources ayant été dispersées.

Olivier Zajec propose donc un ouvrage majeur et répare ainsi une « injustice », tant la vie de Nicholas John Spykman se révèle fascinante et son œuvre, incontournable, encore méconnue. Si le livre est tiré d'une thèse qui répond parfaitement à tous les canons académiques et qui a reçu les plus hautes distinctions, il se lit comme un roman avec, au surplus, quelques illustrations jaunies savoureuses. Sur le fond, Olivier Zajec reprend méthodiquement la vie et l'œuvre de Spykman et dévoile progressivement toute la richesse de sa pensée. L'ouvrage revient d'abord sur la formation initiale de Spykman, ses racines et son environnement familial, ses aventures autour du monde (en Egypte et aux Indes néerlandaises en particulier), sa première carrière de journaliste, voire d'agent de renseignement pour le gouvernement hollandais. Absolument passionnant. Puis on suit l'homme à la santé fragile dans son ascension académique mouvementée, une fois arrivé aux Etats-Unis. Très révélateur de la capacité d'un milieu universitaire à parfois exclure de leurs cercles les chercheurs brillants qui présentent des parcours non conventionnels. Ainsi, Nicholas John Spykman, devenu spécialiste de la sociologie interactionnelle, relativiste et formelle de Georg Simmel (thèse de doctorat soutenue en 1923, à Berkeley), a finalement dû réorienter sa carrière et se tourner vers la Science politique et les Relations internationales. Ses travaux ultérieurs resteront malgré tout fidèles à ses premières recherches et, dans sa vision des relations internationales, le conflit est ainsi vu comme une fonction, nullement comme une anomalie morale. L'homme n'était finalement pas géopoliticien, contrairement à ce qu'on lit partout, mais « géo-sociologue » des relations internationales – entendues au sens le plus large incluant des variables internes aussi bien qu'externes. L'œuvre de cet homme curieux

et polyglotte mêle habilement sciences sociales et philosophie, politique internationale et géographie...

Le parcours « décloisonné » du professeur Spykman ne pouvait que nourrir une vision globale des relations internationales. Et Olivier Zajec insiste notamment sur sa thèse du *Rimland*, qui est une véritable grille de lecture du *balance of power*, sans jugement idéologique. Attaché à l'échelon régional, perçu comme l'espace le plus pertinent pour préserver la paix et la sécurité internationales, Spykman propose une pensée actuelle et toujours particulièrement stimulante. Un temps défenseur de la Société des Nations (SdN), il décrit également une société interétatique polarisée, où les organisations internationales peuvent avoir un rôle. Son « réalisme » pragmatique, « conséquentialiste » avant l'heure, n'était certainement pas suffisamment teinté de moralisme ou d'universalisme pour qu'on autorise à son œuvre la postérité que d'autres ont pu connaître. Dans cette étude remarquable, Olivier Zajec en profite pour déconstruire l'opposition factice idéalisme/réalisme en réintroduisant une complexité précoce de la théorie des relations internationales que l'œuvre de Spykman, nuancée, peut incarner. La traduction personnelle de certains textes rehausse encore l'intérêt de l'incroyable corpus rassemblé et des conclusions proposées. L'auteur n'hésite pas à minutieusement décortiquer les ouvrages de Spykman et à s'interroger sur leur réception. La recherche de la paternité de *The Geography of the Peace* en dit du reste long sur les rapports entre les disciples et le maître. La dernière partie de l'ouvrage s'intéresse à la réception historique des écrits de Spykman. Et si l'enquête de l'auteur n'est pas tendre avec certaines idées reçues, elle n'hésite pas à ne pas trancher les interrogations qui subsistent sur le parcours et les thèses de Spykman.

En somme, le livre d'Olivier Zajec, par sa qualité et son intérêt scientifique, n'est pas une biographie comme les autres. Rares sont les ouvrages qui éclairent à ce point la vie et l'œuvre d'un maître des relations internationales, en démontant nombre d'idées reçues, tout en apportant une contribution majeure à la compréhension d'une époque et en proposant des leçons actuelles sur la discipline.

Julian Fernandez

NOTES DE LECTURE

Christophe BELLON, *Aristide Briand*, CNRS Editions, 2016, 384 p.

Aristide Briand apparaît comme une figure particulièrement intéressante à l'époque actuelle, cela au moins à deux égards. D'abord avec la construction de l'Europe, qui constitue un aspect particulier des relations internationales ; ensuite, sur un plan plus national, avec l'affirmation d'une « République apaisée », d'une République laïque.

Sur le premier point, on est d'abord frappé par certaines similitudes de la période chaotique que l'Europe traverse actuellement avec celle à laquelle a été confronté Aristide Briand. Il aura été onze fois Président du Conseil et vingt-cinq fois ministre, dont 7 ans au Quai d'Orsay à partir de 1925, à une période-clef où il put sceller la réconciliation franco-allemande, donnant ainsi une chance à la paix après une guerre d'une violence sans précédent. L'innovation de Briand fut alors de construire la paix sur deux fronts étroitement liés l'un à l'autre : en premier lieu, par l'acte de la réconciliation franco-allemande avec l'Allemagne parlementaire de la République de Weimar – le pays passant du statut d'ennemi vaincu à celui d'allié ; en second lieu, par l'idée de la construction d'une Europe devant incarner la paix retrouvée, d'une union fédérale européenne respectueuse des souverainetés tout en assurant une forme de lien fédéral entre les nations. Cette réhabilitation du partenaire avec lequel il devenait possible de traiter passait par son retour officiel dans le concert des nations, notamment par son insertion dans la Société des Nations et par un accord sur les frontières occidentales allemandes dans le cadre des Accords de Locarno. Briand déclara d'ailleurs à cette occasion : « *Il faut que de Locarno une Europe nouvelle se lève* ».

C'est ainsi que Briand et son homologue allemand Stresemann ont incarné le premier couple franco-allemand à l'œuvre d'une construction européenne, un couple déterminé à parler ensemble « l'europeén » et qui a d'ailleurs été distingué à ce titre par le prix Nobel de la Paix en 1926. Ce nouvel élan donné à la politique étrangère de la France, cette nouvelle dynamique européenne que Briand incarnait avec son partenaire allemand, bénéficiaient en outre d'un large soutien populaire ; ce soutien était essentiel pour cet homme qui considérait que la force d'une telle construction à venir résidait avant tout dans l'union des peuples. A travers des mesures concrètes, c'est le droit qui devait selon lui appuyer ce projet supranational auquel il aspirait sans pour autant perdre de vue la sécurité de la France.

La crise de 1929 et la montée des fascismes mettront néanmoins un terme à cette espérance. Toutefois, l'histoire n'était pas terminée. Elle reprendra son cours après la Seconde Guerre mondiale, lorsque Jean Monnet et Robert Schuman redonneront vie à des projets de Briand – ainsi, la Communauté européenne du charbon et de l'acier sera la reprise de l'Entente internationale de l'Acier imaginée par Briand – en en prolongeant le destin et en y apportant leur propre contribution. Dans un certain sens, l'Europe qui se dessine alors, à partir de 1951, est en partie celle envisagée par Briand. On retrouve encore cette qualité de précurseur lorsqu'en 1928 il conclut avec le Secrétaire d'Etat américain le Pacte Briand-Kellogg « *condamnant le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux* », principe de sécurité collective qui annonçait déjà le futur article 2§4 de la Charte des Nations Unies.

Pourquoi cette actualité de l'œuvre de Briand ? Très certainement parce que l'Europe se trouve aujourd'hui en difficulté, fragilisée par des incertitudes économiques et la montée des populismes. Certes, l'époque contemporaine est bien différente de l'entre-deux-guerres, mais certains maux auxquels nous devons faire face ne sont pas sans présenter quelques similitudes. Et ce livre nous enseigne la méthode avec laquelle un homme a essayé de construire un projet qui dépasse les destins nationaux en emportant l'adhésion des peuples, en concluant des accords en résonance avec une conviction populaire ; son travail assidu pour emporter l'adhésion de la majorité au sein de la représentation nationale, sa volonté de voir au-delà de l'horizon politique tout en étant un remarquable tacticien politique... sont autant de sources d'enseignement. On y perçoit l'intelligence diplomatique de Briand, sa capacité à rassembler et surtout à convaincre, un homme dont « *l'intuition fut l'arme majeure de son arsenal de tribun* » (Louise Weiss). Un homme également très pragmatique, qui pensait que « *le droit n'est rien sans les sentiments mais que les sentiments ne sont rien sans le droit* ».

Sur le second aspect du parcours d'Aristide Briand ici retenu – l'affirmation de la laïcité –, on retrouve encore une méthode qui lui était bien personnelle. Il avait en effet une approche libérale qui n'avait pas pour ambition de déchristianiser la France. Concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il parvint à pacifier un débat passionné en trouvant un équilibre autant politique que juridique pour que le résultat de la délibération parlementaire, particulièrement longue, puisse être accepté. La conception de la laïcité dont il s'est fait le défenseur reposait sur l'idée que la République devait assurer la liberté de conscience tout en garantissant le libre exercice du culte. Il a non seulement été l'instigateur de la loi sur la séparation des Eglises et de l'Etat, mais a encore été l'artisan de sa mise en œuvre avec les lois de 1907 et de 1908 en tant que ministre des Cultes. C'est là encore, en forgeant des majorités – parfois ténues – dans le cadre d'un véritable débat parlementaire et en favorisant un véritable dialogue politique et social qu'un consensus avait finalement

pu se dessiner progressivement. La République ne s'opposait plus aux Catholiques. Ici encore, on retrouve une question qui traverse la société française aujourd'hui et la lecture de cet ouvrage nous éclaire utilement sur des conceptions et une méthode qui ne semblent pas avoir vieilli. Ayant l'ordre public comme point de repère concernant la question de la laïcité, il prononçait ainsi une phrase qui résonne encore aujourd'hui : « *Toutes les fois que l'intérêt de l'ordre public ne pourra être légitimement invoqué, dans le silence des textes ou dans le doute sur leur exacte interprétation, c'est la solution libérale qui sera la plus conforme à la pensée du législateur* ».

Cet ouvrage particulièrement bien écrit a la qualité d'un travail académique des plus rigoureux, qui se fonde notamment sur l'analyse des archives parlementaires, mais son auteur réussit en outre le tour de force d'en faire une œuvre accessible au plus grand nombre. Au-delà du personnage historique, on côtoie aussi l'enfant dans son contexte familial et scolaire, puis l'homme d'extraction modeste, son parcours du beuglant de Saint-Nazaire, où il aimait à écouter les conversations populaires jusqu'à la présidence du Conseil, ses regrets de ne pas être devenu marin, mais aussi l'homme dans ses contradictions, dans ses faiblesses, dans ses amours, avec leurs intrigues qui ne manquèrent pas de lui porter parfois ombrage... Et puis, en filigrane, toute sa trajectoire politique, de la gauche syndicaliste jusqu'au centre à partir de son entrée au Parlement en 1902, trajectoire politique marquée par une éloquence qui faisait rayonner ses idées et qui laisse surtout percevoir qu'il était avant tout l'un de ces esprits profondément indépendants.

Xavier Pacreau

Mathieu Bock-Côté, *Le Multiculturalisme comme religion politique*, Cerf, Paris, 2016, 368 p.

Cet ouvrage est un essai présenté par un sociologue et un politiste québécois, actif notamment en France depuis plusieurs années. En l'occurrence, il s'agit de l'analyse critique d'une idéologie que l'auteur construit à partir d'éléments divers mais convergents, le multiculturalisme. Cette idéologie est selon lui en passe de devenir dominante dans le monde occidental, Amérique du Nord et Europe de l'Ouest. L'auteur est contre, pour des raisons qui ont souvent été exposées en détail, mais l'ouvrage a le mérite d'en tenter une synthèse, de la constituer en corpus et d'en dérouler les implications. Il s'appuie sur de nombreuses lectures et un appareil de notes considérable.

Il observe d'abord le malaise conservateur occidental puis la mutation de la gauche, passée d'un marxisme déconsidéré à la recomposition d'un sujet révolutionnaire, les minorités issues de la diversité. Ce n'est plus chapeau bas devant l'ouvrier, mais chapeau bas devant l'immigré. Ce mouvement s'accompagne d'un profond sentiment de culpabilité occidentale, devant les méfaits du colonialisme, de l'exploitation économique, le tout sur fond de

Shoah. Ressentiment et repentance s'alimentent l'un de l'autre. L'identité victimaire des minorités, les exigences de la non-discrimination conduisent à justifier une construction communautaire. On en mesure les risques, avec les attentats contre *Charlie Hebdo*, puis ceux du 13 novembre en 2015.

On débouche sur un multi-communautarisme à base ethnique, qui fragmente et met en péril les identités nationales, fabriquant en quelque sorte un nouveau peuple sur la base de sa diversité. S'y ajoutent la mondialisation et la montée des sociétés civiles qui corsettent la souveraineté nationale. Ce sont alors les minorités qui gouvernent les démocraties et concourent à l'évaporation des Etats-nations. En même temps, les résistances à cette dynamique sont disqualifiées, le conservatisme rapproché d'une pathologie, assimilé à un pré-fascisme ou à un populisme honni.

L'auteur décrit ainsi une idéologie cohérente, plus qu'une religion – mais l'idéologie n'est qu'une religion affadie – et en souligne les aspects dissolvants pour l'homogénéité des sociétés traditionnelles. Cette analyse n'est pas réellement originale et on en trouve nombre d'éléments dans des écrits d'origine variée – on pense par exemple à Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc* (1983), ou à Alain Finkielkraut, *L'Identité malheureuse* (2013). On pourrait y voir un brûlot polémique et passéiste de plus, mais cela ne serait pas rendre justice à la rigueur argumentative et à la richesse analytique de l'auteur.

Simplement, un élément de sa thèse peut soulever l'interrogation. Mathieu Bock-Côté considère que tous ces malheurs – car le regret de cette évolution est bien son propos – dérivent du moment 1968 et de la mutation du marxisme en tiers-mondisme, pour faire simple. Il lui impute également, avec la dynamique de la non-discrimination, la montée du féminisme. On peut être en désaccord avec cet avatar du *Big Bang* : le féminisme par exemple ne doit pas grand-chose à Mai 68, qui était plutôt machiste et gaulois, au moins en France, et le féminisme dès la publication du *Deuxième Sexe* (1949) a informé la pensée américaine avant de revenir en France comme un boomerang. Mai 68 était anti-guerre du Vietnam et anticapitaliste mais ne s'intéressait guère au Tiers monde ou à la diversité culturelle. Pour le dire en un mot, Mai 68 n'avait certainement pas pour objectif de manifester de sympathie à l'égard de l'Islam. Alors on apprécie l'analyse, qu'on approuve ou non l'hostilité à l'égard du multiculturalisme. En revanche, on reste sceptique devant l'explication par la pensée 68 et ses suites. C'est leur faire ou trop d'honneur ou trop d'indignité.

Serge Sur

Gérard CHALIAND, *Pourquoi perd-on la guerre ? Un nouvel art occidental*, Odile Jacob, Paris, 2016, 175 p.

Gérard Chaliand est connu pour être un universitaire globe-trotter. « *Arpenteur du monde* » a dit de lui un article du *Monde* en 2000. Bien

avant sa thèse sur les révolutions dans le Tiers-Monde, soutenue en 1975, il avait sillonné ce dernier (75 pays différents selon ses décomptes) pour y côtoyer mouvements de guérilla et maquis divers, tant en Amérique latine, en Afrique qu'en Asie. Il a même « mis la main à la pâte » en combattant en Guinée-Bissau aux côtés du leader révolutionnaire Amílcar Cabral, père de l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. Ces échappées lointaines ne l'ont pas empêché de mener un travail de réflexion, phénomène assez rare en France si on excepte quelques intellectuels qui se sont « rangés » depuis lors, comme Régis Debray. Chaliand est un auteur éclectique, puisque son œuvre littéraire touche jusqu'à la poésie kurde (*Anthologie de la poésie populaire kurde*) pour se concentrer, cependant, sur les questions de paix et de guerre et celles de stratégie, abordées à l'occasion de nombreuses études et livres. *L'Atlas stratégique* était une grande nouveauté, en 1983 ; *l'Anthologie mondiale de la stratégie* reste une référence.

Pourquoi perd-on la guerre ? est un ouvrage rapide, pas tant du fait de sa dimension que par la hâte avec laquelle l'auteur déroule l'histoire. Il fait ainsi passer le lecteur des causes de la défaite des Aztèques face à une poignée d'Espagnols à l'action de l'Etat islamique en Iraq et en Syrie, dont il dit, à juste titre, qu'il faut le détruire sans faiblesse.

Ce livre, où figurent très peu de références, est écrit au rythme de Chaliand l'« arpenteur ». Il va vite, sans aucun doute trop vite. En même temps, sa double pratique d'homme de terrain et de penseur lui offre la possibilité de nous signaler, ici et là, l'importance de tel ou tel facteur, comme le ferait un guide pressé indiquant aux promeneurs désinvoltes qu'il conduit certains traits particuliers du paysage qu'ils n'avaient pas pris le soin de remarquer. Il en est de même dans ce livre où, au détour de l'évocation d'une situation, Chaliand quitte le conjoncturel et le descriptif pour nous prodiguer des vérités qui invitent l'esprit à la réflexion.

La première partie est la plus intéressante du livre. En soulignant les causes de l'expansion européenne, l'auteur montre, en contrepoint, que celles-ci ayant aujourd'hui pratiquement toutes disparu, l'Occident, qui cherche toujours l'aventure militaire loin de chez lui et pour des causes parfois discutables, est voué « à perdre la guerre ». On en relèvera ici quelques exemples. Le plus simple et le plus évident tient à la démographie : Europe et Amérique du Nord représentaient de l'ordre de 33% de la population mondiale en 1900, or ce pourcentage tombera à 14% à l'horizon 2025 avec, de surcroît, une population vieillie, doutant de son identité et regardant le passé en se sentant coupable. Une population qui, à l'époque des guerres que menait l'Europe en Afrique et en Asie, était « lointaine » dans tous les sens du terme. Elle s'intéressait peu à ce qui s'y passait, sauf en cas de défaite (la chute de Khartoum et la mort de Charles Gordon en janvier 1885 ; la retraite de Lang Son, également en 1885, qui aboutit à la chute du gouvernement Ferry), laissant ainsi aux gouvernements européens le temps suffisant pour mener à bien les conquêtes sans se soucier de l'opinion publique. Ce n'est plus le cas. Gérard Chaliand souligne que « les

adversaires ont appris à nous connaître et savent manipuler nos opinions publiques de plus en plus vieillissantes ».

Les militaires qui conduisaient ces campagnes possédaient en outre – rappelle-t-il – une excellente connaissance du milieu physique, politique et humain de là où ils se trouvaient en garnison. Les officiers de l'Armée des Indes y faisaient toute leur carrière et n'obtenaient le droit de revenir momentanément en Grande-Bretagne qu'après dix ans de service. Aujourd'hui, après quatre à cinq mois en opérations, le retour en métropole est de rigueur. Paul Brenner, nommé à Bagdad, en mai 2003, administrateur de l'Autorité provisoire de la coalition, n'a aucune connaissance de l'Iraq ; on attend pourtant de lui qu'il stabilise le pays... Qu'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, que les Occidentaux, à commencer par les Américains, commettent d'énormes erreurs d'appréciation, transformant des victoires militaires en déroutes politiques. Les exemples iraquien et libyen le montrent amplement. Dans ces guerres lointaines, les Européens connaissaient leurs adversaires, leur organisation politique, militaire et sociale ainsi que la nature de leurs croyances, alors que ces derniers ne savaient rien des Européens et finissaient par les redouter avant même d'avoir à les affronter. Ce phénomène est suffisamment important pour être souligné dans de nombreux récits de campagnes ultra-marines. Il n'est que de lire, à titre d'exemple, les *Lettres de Chine* de Ludovic de Garnier des Garets pour le constater (1).

Enfin, Chaliand souligne le rapport déséquilibré qui a longtemps existé entre les Européens et les autres peuples dans le domaine des armements et du savoir-faire militaire. Ce déséquilibre existe toujours et il s'est même accentué, mais l'auteur, d'une façon implicite, souligne que cet avantage peut facilement se retourner contre les Occidentaux, de plus en plus enclins à considérer que des problèmes politiques complexes peuvent être réglés par un recours démesuré à la technologie contre des adversaires qui jouent, eux, une tout autre partition.

En dépit de ses qualités intrinsèques et de l'intérêt qu'il présente, le dernier livre de Gérard Chaliand reste trop à la surface des choses. Cela étant, il offre l'occasion de manifester notre considération à une œuvre féconde et originale, tout entière consacrée à la stratégie, à la guerre et aux mouvements d'émancipation nationale.

Yves Boyer

Daniel COHEN, *Le Monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris, 2015, 224 p.

Le titre évocateur souligne que, dans un monde fini, étriqué, les désirs des hommes sont attisés par les inégalités et la nature du système économique.

(1) Ludovic DE GARNIER DES GARETS, *Lettres de Chine 1859-1861 – Campagne de Chine et de Cochinchine*, Editions du Poutan, 2013, 317 p.

La nécessité de la croissance économique est devenue une antienne moderne quasi indiscutable. Or la question qui se pose est de savoir si la croissance indéfinie n'est pas devenue vaine, avec des ressources naturelles qui inévitablement s'épuisent et des activités de travail de plus en plus mécanisées et de moins en moins disponibles pour les hommes. Keynes annonçait qu'en 2030 les hommes pourraient travailler trois heures par jour et se consacrer ainsi à d'autres activités plus exaltantes. Le monde vit au-dessus de ses moyens, dans une course effrénée et toujours insatisfaite.

Les hommes coopèrent et collaborent pour développer des projets communs et les réaliser. La pression démographique incite au dépassement de la loi des rendements décroissants, elle constitue une incitation à l'inventivité. Dans l'histoire de l'humanité, les techniques les plus innovantes se sont imposées aux activités d'hier, installant ainsi de nouveaux pouvoirs. La complexité s'insinue dans la société en vue de contrôler les ressources produites et d'assurer la sécurité collective. Cependant, la Grèce et Rome se sont principalement préoccupées d'innovations guerrières, alors que la Chine a développé des innovations (boussole, imprimerie, papier, poudre, soie) qui auraient pu constituer des bases solides pour l'émergence d'une révolution industrielle, mais celle-ci a été rendue impossible par l'organisation sociale impériale. Le lien entre les innovations et le système sociétal est essentiel dans le développement économique des nations.

Le mercantilisme, les grandes découvertes et le protestantisme calviniste ont alors justifié la recherche de la richesse, les monarques devenant les alliés des marchands. L'agriculture a connu un grand développement technique (rotation des cultures) tandis que la guerre européenne s'installe dans les autres continents, avec la colonisation. On est passé progressivement de l'espérance divine à l'idée de progrès, les lois « rationnelles » s'opposent à l'arbitraire. L'enrichissement global est devenu une composante sociale déterminante, mais la structure sociétale est restée toujours aussi verticale, hiérarchisée, inégalitaire.

Aujourd'hui, le progrès est organisé autour de l'informatique, de la science de la communication, il est accompagné d'une révolution financière insatiable, qui consomme énormément de ressources produites et accroît les inégalités. La mondialisation a modifié l'organisation de la chaîne des valeurs avec l'externalisation et la sous-traitance. Les règles établies et l'éthique qui participaient aux échanges, aux alliances et aux solidarités traditionnelles se sont érodées rapidement. L'entreprise n'est plus une institution locale, elle s'est déterritorialisée, abandonnant ainsi toute ses fonctions protectrices développées pendant l'ère du fordisme. Les emplois n'ont plus pour rôle complémentaire d'être épanouissants, ils créent la concurrence interne, les inégalités de revenus et la précarité. Le capitalisme tend à tout donner au gagnant.

L'Etat-providence a été réorienté vers les valeurs libérales, il justifie ainsi les inégalités, notamment des patrimoines. La société contemporaine,

spécialement en France, souffre d'une endogamie triomphante. La classe ouvrière a perdu ses années de lutte pour une vie meilleure, elle perd ses acquis sociaux et souffre de la précarité retrouvée. Cependant, le bien-être perçu reste une mesure subjective. Les salariés estiment leurs revenus à l'aune de ce que reçoivent leurs collègues. Dans le même temps, la croissance économique n'a plus la même consistance, donnant raison au rejet des théories de la croissance endogène. L'élargissement du modèle économique dominant est inapplicable aux pays émergents, au regard des limites de la production mondiale de céréales, des matières premières et énergétiques disponibles, mais aussi du réchauffement climatique. Aujourd'hui, Robert Gordon et Larry Summers sont les chantres d'une stagnation séculaire, faisant ainsi écho à l'économie stationnaire présentée en son temps par David Ricardo. Les innovations modernes n'ont plus l'impact sociétal des anciennes découvertes épistémologiques comme l'électricité ou les transports aériens ou routiers. La productivité n'augmente que très faiblement et la machine se substitue progressivement à la force de travail des hommes.

Quel est donc le progrès futur ? Pour Raymond Kurzweil, les technologies simuleront le cerveau, l'intelligence humaine sera stockable et optimisée. En 2060, les nanotechnologies permettront à des robots (nanobots) d'inverser le vieillissement, c'est le transhumanisme. Les robots prendront la place des hommes au travail, mais rien n'est préparé socialement pour prendre en compte cette révolution sociétale. Faut-il laisser les entreprises et le secteur privé développer leurs propres stratégies, lesquelles, rationnelles à leur niveau dans la société d'aujourd'hui, ne le sont plus quand tous les effets négatifs des actions décentralisées s'accumulent pour polluer ou menacer la vie sur terre ou rendre les guerres civiles ou internationales plus probables ?

Cet ouvrage prend de la hauteur pour souligner l'évolution économique, technologique et sociale de l'humanité. Il s'inquiète des abus et des inégalités croissantes. Si le progrès des sciences dures a été considérable au siècle dernier, les développements des sciences humaines et sociales, en comparaison, n'ont pas progressé au même rythme. Il faut réfléchir à une autre société, moins consummatrice de biens de luxe et plus égalitaire. L'individualisme n'est pas dans les gènes de l'humanité, notamment pour faire face aux aléas de la croissance. En conclusion, il reste nécessaire de financer les dépenses publiques, notamment celles qui assurent les besoins fondamentaux des citoyens, de lutter contre l'endogamie sociale, de restaurer les solidarités, de respecter les droits de l'homme, de contrôler le risque écologique et climatique et de pacifier des relations internationales par la prise en compte du risque écologique.

Jacques Fontanel

Eliot A. COHEN, *The Big Stick. The Limits of Soft Power & the Necessity of Military Force*, Basic Books, New York, 2016, 304 p.

Avec *The Big Stick*, Eliot A. Cohen, professeur de *Strategic Studies* à la School of Advanced International Studies de Johns Hopkins University (Washington, Etats-Unis), rédige un plaidoyer résolu pour l'utilisation américaine de la puissance militaire dans les relations internationales, balayant au passage des certitudes conceptuelles chères aux stratèges professionnels et amateurs américains et autres. Ce livre analytique et programmatique brosse le portrait du bâton rooseveltien – Theodore, en l'occurrence – version XXI^e siècle : comment les Américains pourraient s'en doter et comment ils devraient s'en servir.

L'auteur peut faire appel à des ressources diverses sur le sujet de la puissance « dure » : celle d'un historien et professeur d'université explorant et enseignant l'histoire de la violence armée et de la stratégie, celle d'un penseur stratégique et d'un intellectuel conservateur engagé, et *last but not least*, celle d'un praticien de la puissance, tout dernièrement sous le second gouvernement de George W. Bush, pendant lequel il occupait les fonctions de conseiller au Département d'Etat.

The Big Stick est un ouvrage protéiforme. Livre d'analyse de l'« *American way of war* » et de ses défaillances significatives apparues au cours des quinze dernières années, il se veut également pamphlet militant pour un engagement double : d'un côté, il revendique une utilisation intelligente de la force militaire comme outil de « *statecraft* », cette habileté politique dans les affaires internationales censée garantir la survie de l'Etat ; de l'autre, en complément, il prône l'accroissement significatif de moyens pour en être capable. *The Big Stick*, ce gros bâton représentant la force armée américaine aussi bien potentielle que réelle, et l'investissement dans la capacité de l'agiter d'une façon convaincante seraient le gage majeur non seulement du futur bien des Etats-Unis, mais aussi du futur bien du monde entier.

Comment se préparer militairement aux défis actuels et futurs ? Selon Eliot Cohen, une augmentation significative des investissements dans les forces armées américaines serait de mise, environnement stratégique complexe (concurrence chinoise, menace djihadiste, existence d'Etats dangereux et problématique des espaces non gouvernés, sauvegarde des « biens communs » comme les hautes mers) oblige. Cet investissement devrait se chiffrer économiquement, mais devrait se faire plus sérieusement encore dans des domaines difficilement chiffrables : dans la façon des Etats-Unis de penser et d'agir militairement.

Eliot Cohen met en relief l'incapacité actuelle de la réflexion stratégique d'informer et de guider les affaires d'Etat aux Etats-Unis. Il pointe également du doigt, avec un certain fatalisme, la lourdeur bureaucratique de l'appareil qui administre l'effort militaire américain. Que faire ? Selon l'auteur, les Américains devraient en toute urgence cultiver une

pensée stratégique plus agile qui entérinerait le changement permanent et l'incertitude profonde, apprenant ainsi à traiter simultanément de différents types de menaces avec des approches différentes et appropriées. Afin de battre la léthargie bureaucratique, l'Amérique est appelée à adopter une posture de mobilisation de ressources sociétales (mobilisation de personnes, de capacités et d'équipements pour l'effort militaire en cas de besoin.

Les convictions qui animent ce livre sont clairement exprimées : l'importance, incontestable, de la force militaire comme outil de puissance aussi bien dans son incarnation dissuasive qu'offensive, ainsi que le rôle, inévitable, des Etats-Unis comme garant d'un monde meilleur.

Au vu de l'engagement d'Eliot A. Cohen dans la mouvance néo-conservatrice des années 2000, le désir d'analyser et de proposer un horizon plus large pour les guerres post-11 septembre constitue une clef de lecture importante de cet ouvrage. Scrutant l'utilisation américaine de la force militaire dans les décennies passées et son incapacité notoire à obtenir les buts politiques fixés, l'auteur souligne avec lucidité la nature fondamentalement imprévisible de toute guerre et la force déroutante de ses logiques internes qui n'épargnent personne, pas même les plus puissants, les mieux équipés ou les plus rusés. L'auteur n'abandonne pourtant pas ce qu'on pourrait nommer « le grand malentendu clausewitzien » qui, depuis le XIX^e siècle irrigue notre pensée stratégique occidentale – la conviction de pouvoir obtenir des solutions politiques par la force. Relever cette confusion entre logiques politiques et polémiques n'écarte pourtant pas la violence organisée de l'arsenal des vecteurs de puissance étatiques, loin de là. Toutefois, force devrait être de constater que la puissance militaire, bien qu'indispensable dans le monde hyper-compétitif que nous habitons, restera toujours un outil de puissance quelque peu volatil et certainement incapable de livrer des « frappes chirurgicales » politiques.

L'issue des guerres américaines des quinze dernières années peut illustrer la logique paradoxale impitoyable de la guerre à l'œuvre : loin de faire valoir l'hégémonie américaine, les interventions armées en Iraq et en Afghanistan ont au contraire fait la démonstration de l'impuissance de la puissance américaine. Dans des théâtres d'opération non gouvernés, sans adversaire étatique présent, la surpuissance militaire des Etats-Unis s'est autodétruite, victime d'un côté d'une absence d'opposants gouvernementaux sur et avec lesquels agir et de l'autre de la complexité intrinsèque du système politico-bureaucratique dont elle dépend.

En ce qui concerne l'utilisation de la force militaire pour le bien des Etats-Unis et le bien commun international, les jurés délibèrent et délibéreront encore un bon moment. Cependant, on constate qu'avec un système de sécurité collectif onusien au mieux virtuel et de surcroît mis en question de tous bords, une option sécuritaire reste de se ranger du côté des Etats-Unis. Cela a été et continue d'être l'approche de la majorité des Etats européens qui, entre eux, ont réussi l'exploit d'une pacification de

leurs relations, tout en sous-traitant les questions de puissance « dure » aux Etats-Unis. Rôle quelque peu ingrat donc que jouent les Etats-Unis, dans ce monde conflictuel dans lequel l'existence d'un bâton prêt à frapper peut rassurer et citoyens et alliés, mais qui s'avère compliqué à manier.

A l'aube de l'ère Trump, se prononcer sur l'importance d'un engagement américain continu pour l'ordre libéral mondial risque de prendre des formes incantatoires. *The Big Stick. The Limits of Soft Power & the Necessity of Military Force* est un livre important qui fait table rase des certitudes qui ont tendance à peupler nos discours stratégiques. A la place, Eliot A. Cohen préfère léguer au lecteur quelques règles-clefs de bon sens sur le maniement de la force armée, ce « gros bâton », aussi indispensable qu'imprévisible dans les conséquences de son utilisation.

Johanna Möhring

Guillemette CROUZET, *Genèses du Moyen-Orient. Le golfe Persique à l'âge des impérialismes (vers 1800-vers 1914)*, Champ Vallon, Paris, 2015, 667 p., préface de Christopher A. Bayly

Genèses du Moyen-Orient traite sur un long XIX^e siècle de l'espace khalijien, le golfe arabo-persique, qui a occupé une place centrale dans la politique anglo-indienne en Asie de l'Ouest. Le livre de G. Crouzet est fondé sur une documentation très ample, des archives souvent non encore exploitées (British Library, à Londres, Cambridge, Oxford, Oman ou Bombay, ministère français des Affaires étrangères...), ainsi que sur une bibliographie impressionnante qui porte sur plusieurs aires géographiques. Entrecroisant divers types d'approches, son premier intérêt est d'être une histoire non européocentrée de la construction politique, administrative, géographique d'un espace qui est d'abord une marge pour l'acteur majeur qu'est la présidence de Bombay et une frontière protégeant les Indes.

Deux temps sont distingués : la période 1809-1850, celle de la conquête du *Lower Golfe* (la « Côte des pirates » devient peu à peu la « Côte de la Trêve ») et du Sultanat d'Oman ; puis, à partir de 1870, la domination de l'*Upper Golfe* et des côtes de la Perse.

Les premiers chapitres sont consacrés à la place de l'impérialisme anglais et anglo-indien dans le Golfe et rappellent que l'East India Company et les Indes se comportent comme des puissances politiques agissant longtemps de manière autonome par rapport à Londres. Ils traitent des premières interventions anglaises au début du XIX^e siècle, des conditions de leur arrivée, des modes d'ingérence utilisés entre 1809 et 1850 (entre autres la volonté des Britanniques de lutter contre les pirates du golfe Persique). Les divers moyens utilisés par les Britanniques pour s'imposer sont étudiés avec précision : campagnes cartographiques (*surveys* dès 1820), patrouilles navales, lutte contre l'esclavage et le trafic d'armes, traités, lignes de navigation..., ainsi que la rhétorique qui les accompagnent, celle de la lutte contre les actes de piraterie et les troubles à la paix des mers, réels ou supposés.

La seconde partie montre dans des chapitres passionnants comment, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le monde khalijien s'internationalise avec le commerce des perles, de la nacre et des dattes. Voie de communication entre la Méditerranée et l'océan Indien, il s'intègre au système anglo-indien et, lié non seulement à son environnement régional mais aussi au reste du monde, participe à la globalisation économique. Faisant une belle part aux aspects politiques et géostratégiques, l'auteur montre que cet espace est un enjeu dans la compétition des politiques impériales des grandes puissances, occidentales ou non : Perse, Empire ottoman, Russie (dans le cadre du *Great Game*), Allemagne, France (qui rouvre en 1894 le consulat de Mascate mais ne parvient pas à jouer de rôle politique dans cette aire).

Cette histoire – ce n'est pas son moindre intérêt – est également incarnée : elle est celle des habitants du Golfe (marchands, pêcheurs de perles, vendeurs d'esclaves, pirates, trafiquants d'armes...), de figures d'explorateurs (le colonel Chesney), d'aventuriers (Goguyer) ou de grands administrateurs (Lord Curzon). *Genèses du Moyen-Orient* est bien, comme le souligne Christopher A. Bayly dans sa préface posthume, une contribution majeure à l'histoire du grand Empire anglo-indien, qui remet en cause l'idée selon laquelle le Golfe aurait été un « lac britannique ». L'espace khalijien, marge des Indes et espace blanc sur les cartes au début du XIX^e siècle, s'est mué en un couloir puis en un pivot quand le pétrole fut découvert en Perse à la veille de la Première Guerre mondiale. Ce livre d'histoire globale, écrit par une jeune chercheuse docteur de l'Université Paris-Sorbonne, puis *Max Weber fellow* à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie), retient l'attention non seulement en raison de l'importance de la moisson effectuée, mais aussi eu égard à la qualité de l'analyse et de la mise en perspective. Il intéressera le lecteur désireux de voir les genèses du Moyen-Orient – dont le concept est formé par Alfred Mahan –, d'appréhender l'émergence de cités-Etats (Qatar, Dubaï, Abou Dhabi, Koweït) et aussi de comprendre comment cette « périphérie » est devenue un centre.

Michel Leymarie

Claude DELESSE, NSA. *National Security Agency*, Tallandier, Paris, 2016, 512 p.

L'histoire de la recherche d'information sur les stratégies et tactiques des ennemis – mais aussi amis – conduite par les Etats-Unis est riche en épisodes militaires. A la fin de la dernière guerre mondiale, les personnels des services de cryptologie allemands furent très recherchés, notamment pour connaître leurs avancées dans le déchiffrement des messages soviétiques (Projet TICOM, Target Intelligence Committee). A cette époque, 37 000 militaires et civils américains travaillaient dans le domaine du renseignement. En 1946, un réseau international d'Etats, le GCHQ (Government Communications Headquarters), comprenant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, s'est mis en

place, notamment dans la recherche d'informations militaires sur l'Union soviétique.

L'AFSA (Agence de sécurité des forces armées), créée par une directive gouvernementale hautement secrète, a été remplacée en 1952 par la National Security Agency (NSA), destinée au recueil des informations sur les actions, armements et stratégies militaires de l'Union soviétique. Elle a informé de gouvernement américain des transferts d'armes soviétiques vers Cuba, ainsi que du transport de missiles balistiques nucléaires dans ce pays. Sur la base de cette information, les Etats-Unis ont entrepris le blocus de l'île, avec quatre sous-marins nucléaires, porteurs de torpilles à têtes nucléaires. En revanche, pendant la guerre du Vietnam, la NSA a sous-estimé des adversaires, lesquels ont été capables de déchiffrer les communications sensibles américaines. Enfin, la NSA a aussi espionné ses amis, notamment le centre d'expérimentation nucléaire français du Pacifique. Plusieurs scandales ont été ensuite révélés, notamment celui du Watergate, dans lequel la NSA est impliquée du côté des Républicains, et la surveillance de 1 600 citoyens américains suspects pendant la guerre du Vietnam. La NSA disposait alors de nombreux satellites et était capable de briser les codes soviétiques et de brouiller les communications.

La responsabilité de la NSA dans l'échec de l'information préalable concernant les attentats du 11 septembre 2001 a été engagée. « *Nous ne savions pas que nous savions* ». C'est la faillite du renseignement américain, celle de la surveillance massive de la NSA et de son complice britannique, GCHQ. La CIA (Central Intelligence Agency), le FBI (Federal Bureau of Investigation) et la NSA sont au banc des accusés. Dorénavant, l'objectif est de savoir et d'empêcher les autres de savoir, grâce au cyberrenseignement. Depuis le scandale Edward Snowden, un contrôle plus étroit est opéré. Apple et Google sont concernés et renforcent leur système de cryptologie, au grand dam des autorités américaines. La question est cependant de savoir s'il s'agit d'une vraie méfiance mutuelle ou si cette opération de communication n'est qu'un leurre, pour ne pas fermer les marchés internationaux aux partenaires du gouvernement américain.

Aujourd'hui, avec le développement du numérique, la NSA siphonne toutes les informations communiquées électroniquement, les métadonnées et le contenu des messages. Une gigantesque toile d'araignée de capture d'informations est mise en œuvre et l'organisation est protégée par le plus grand secret, avec des budgets croissants et colossaux. Certains programmes (Stormbrew) sont menés en association avec le FBI. Microsoft, Yahoo, Google, Facebook, YouTube, Apple ou Skype sont devenus partenaires de PRISM (programme de surveillance de personnes vivant hors des Etats-Unis). L'exploitation des données est faite par des algorithmes qui détectent les modes opératoires et les anomalies.

La NSA dispose d'une unité spéciale de *hackers*, Taylored Access Operations (TAO), qui a pour fonction de siphonner les données des ordinateurs, d'Internet, de la téléphonie et de déployer des moyens efficaces

d'utilisation. Il s'agit de s'infiltrer dans les réseaux militaires russes et chinois, de rentrer dans les institutions commerciales européennes, de lutter contre le terrorisme ou les cartels de la drogue, de dérober les secrets militaires, technologiques et commerciaux des ennemis potentiels. Pour justifier ces actions, les Etats-Unis rappellent qu'il y a eu plus de 30 000 tentatives de craquage du système de défense du Pentagone. La NSA a souffert de plusieurs « fuites » qui ont trouvé un écho auprès des médias, concernant notamment la surveillance des citoyens américains ou les enregistrements des transactions électroniques financières de la base internationale SWIFT. En 2011, Barack Obama a souhaité, sans succès, contrôler ces pratiques. Le Sénat a adopté le *Freedom Act* (juin 2015) limitant le pouvoir de surveillance de la NSA en contrepartie d'une prolongation de certaines règles définies dans le *Patriot Act*. Aujourd'hui, le budget du programme de renseignement national (NIP) est de l'ordre de 50 milliards de dollars (dont 20% pour la NSA).

La guerre totale contre le terrorisme exigée par le Président des Etats-Unis a permis à la NSA d'élargir ses fonctions réglementaires. Elle a déclaré avoir déjoué une cinquantaine d'attentats. Soutenue par le complexe militaro-industriel et spécialisé (IBM, General Dynamics, Verizon ou AT&T), elle investit aussi dans la recherche sur l'intelligence artificielle, notamment sur la mise en production de drones militaires efficaces, mais aussi sur le projet Aquaint (Advanced Question Answering for Intelligence) qui propose de répondre à la question « Que pense X de Y ? ». Elle cherche à introduire des failles volontaires dans les systèmes commerciaux et dans les réseaux informatiques des sociétés informatiques américaines (comme Microsoft, RSA, Cisco), afin de les utiliser le cas échéant. Il existe une grande porosité entre les secteurs publics et privés aux Etats-Unis et de fortes relations de connivence. Les opérateurs télécoms ont souvent accepté de fonctionner conformément aux demandes de la NSA, notamment avec la mise en place de « *backdoors* ».

La NSA est une source importante d'information pour les acteurs politiques, diplomatiques et économiques américains. Elle collecte toutes les informations sur l'Europe et les pays européens, comme l'ont révélé plusieurs scandales récents. L'espionnage économique et technologique est lui-même encouragé, au point de devenir une priorité nationale, officiellement pour faire la chasse à la corruption. Elle favorise les entreprises américaines dans la « compétition économique » internationale. Elle fournit des informations secrètes sur les licences d'exploration, sur les réserves pétrolières, sur les grands contrats commerciaux, sur les offres des concurrents des entreprises américaines (notamment celles qui appartiennent au complexe militaro-industriel), sur le développement des technologies nouvelles ou sur la gouvernance mondiale d'internet. La NSA participe activement à la mise en place de la souveraineté numérique des Etats-Unis. La cryptologie constitue une arme déterminante, mais les adversaires sont aussi de taille, notamment les opérateurs russes et chinois.

La cyberattaque n'est pas toujours bien définie et elle provoque de graves effets diplomatiques. Il s'agit non seulement d'être informé par tous les moyens (infiltration des systèmes et vol de données), il s'agit aussi d'introduire des *malware* qui infectent les données des ennemis, adversaires, concurrents, voire parfois amis. De nombreux virus permettent à celui qui les a lancés de disposer d'un temps d'avance sur les autres acteurs concernés, juste avant que celui-ci ne les découvre et s'en guérisse. La guerre cybernétique est envisagée, elle suppose la recherche constante de la maîtrise de l'information et la protection ses infrastructures les plus vulnérables. Depuis 2010, les Etats-Unis disposent officiellement de l'USCYBERCOM, un commandement interarmées de combat, sous la direction de l'US Strategic Command. Il exerce une fonction essentielle de protection militaire, mais aussi une mission de sécurité nationale en protégeant les réseaux informatiques et leurs infrastructures, en créant des instruments adaptés de surveillance, en acquérant la capacité de destruction des réseaux ennemis et en gérant le contrôle, en temps réel, de toutes les opérations de cyberattaque et de cyberdéfense.

De nombreux pays sont engagés sur ce nouveau terrain de bataille, où il s'agit non seulement de savoir mais aussi d'influencer, de tromper, de manipuler. En août 2012, 30 000 ordinateurs d'Aramco ont été infectés, sans doute une opération lancée par Téhéran. Les attaques sont très coûteuses pour ceux qui en subissent les effets, il en est de même de la chasse aux *hackers*. La Chine met en exploitation en 2016 une boucle de communication quantique de plus de 2 000 kilomètres, ce qui est considérable. Ce système n'est pas susceptible d'être piraté du fait de l'utilisation de la « cryptographie quantique ». L'Europe et le Brésil pensent aussi s'organiser à terme dans cette voie. Cette méfiance à l'égard des Etats-Unis devient généralisée. Les guerres s'expriment de moins en moins dans l'ordre militaire. Les Etats-Unis redoutent les systèmes d'espionnage de la Chine et de la Russie – qui dispose probablement d'un Cyber Command. Dans ce domaine, l'innovation est une question de survie politique, militaire et économique.

Ouvrage complet, bien étayé, cet ouvrage est très riche en informations concernant les services de sécurité américains. Il met en évidence les conflits et guerres de l'ombre qui, aujourd'hui, s'expriment dans l'ordre du numérique, du renseignement, du secret et des technologies spécialisées.

Jacques Fontanel

Marc FERRO, *L'aveuglement : une autre histoire de notre monde*, Tallandier, Paris, 2015, 304 p.

J'étais curieux de l'ouvrage de Marc Ferro, que j'ai eu comme professeur il y a 45 ans à Polytechnique. Il faisait un magnifique cours d'histoire à partir de films. A l'époque, il n'y avait pas moyen d'arrêter le projecteur en cours de route – la pellicule aurait brûlé ; je ne sais plus qui a dit

que la plus grande invention du XX^e siècle était la touche « Pause » du magnétoscope – et Ferro parlait par-dessus le film – en *voice over*, comme on dit –, tandis qu'un stylo muni d'une lampe de poche lui permettait de lire ses notes. Nous nous sommes périodiquement revus, la dernière fois à Blois, au Rendez-vous de l'histoire, et beaucoup de ses livres sont des classiques : *La Révolution de 17*, *La Grande Guerre*, *Pétain*, etc. Il y a quelques années, j'ai lu avec émotion son *Autobiographie intellectuelle*, moins un essai d'« ego histoire » que le récit d'une belle vie, de Paris sous l'Occupation et du maquis du Vercors à l'Algérie et aux *Annales*.

L'Aveuglement s'intéresse aux événements du passé sur lesquels les contemporains se sont trompés et qui, vus d'aujourd'hui, « éclairent notre propre incapacité à penser l'histoire hors des grands canevas, des grandes visions, qui sont précisément les principales sources des aveuglements : l'histoire gouvernée par la Providence, l'histoire comme Progrès, l'histoire comme Cycle et la Fin de l'histoire ». Ferro cite volontiers – je me demande s'il ne nous le montrait pas déjà en 1971 – cet exemple tiré des actualités allemandes filmées en novembre 1918 : la foule berlinoise semble joyeuse, car elle croit que la guerre a été gagnée quand on lui parle d'armistice, la propagande, le bourrage de crâne leur ayant fait croire que l'armée allemande était surpuissante et invincible. La découverte du Traité de Versailles les fera tomber d'autant plus haut. Ces méprises tiennent au « refus de voir la réalité », comme devant la durée de la Grande Guerre, la montée du nazisme, l'extermination des Juifs, les crimes du communisme, l'attaque du 11 septembre 2001, les crises économiques ou la montée de l'islamisme radical. Toutefois, ce sont surtout des moments du passé qui retiennent l'attention de Ferro : le soulagement à Londres et à Paris au retour de Chamberlain et de Daladier de Munich en septembre 1938, l'enthousiasme des intellectuels parisiens pour les révolutions russe, chinoise, cubaine, culturelle, islamique... Et ce sont moins les bévues de leaders qui l'intéressent que les aveuglements collectifs : ceux de patriotes, des militants, des optimistes, zélateurs du progrès, comme des pessimistes, prophètes de l'apocalypse.

Un livre passionné, riche, vigoureux. C'est sur la cécité des militants que Ferro a le plus à dire. L'organisation est parfois lâche, sautant d'un aveuglement à l'autre – ils sont innombrables –, mais ce sont aussi les digressions qui rendent la lecture agréable. L'énergie de ce grand maître de plus de 90 ans impressionne !

Antoine Compagnon

André FRANÇOIS-PONCET, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, 1931-1938*, Perrin, Paris, 2016, 380 p., Préface et notes de Jean-Paul Bled

Il faut se réjouir de la réédition de *Souvenirs d'une ambassade*, le récit proposé par André François-Poncet de son ambassade à Berlin de 1931 à 1938. C'est un classique, mais devenu difficile à trouver et d'autre part

un peu trop négligé aujourd'hui : un récit, cela ne va pas dans le sens de l'historiographie actuelle, surtout pas un récit d'ambassadeur et encore moins d'un Immortel !

Or Jean-Paul Bled nous invite à relire ce texte publié dès 1946 – donc avant les révélations des procès de Nuremberg et la masse immense de travaux réalisés depuis sur Hitler et le national-socialisme. Il a mille fois raison : tout d'abord cela se relit très bien, le style et l'approche n'ont nullement vieilli et le livre, rédigé par un homme fort cultivé et l'un des plus spirituels de sa génération, est passionnant. Et dramatique : François-Poncet est envoyé à Berlin en 1931 pour tenter de relancer le processus de la réconciliation franco-allemande engagé par Briand et Stresemann et, au contraire, il est témoin du basculement de l'Allemagne dans le nazisme et de la marche irrésistible à la guerre.

C'est d'abord un modèle de récit de diplomate : c'est un professionnel qui parle et qui souligne des faits et des enchaînements chronologiques qui échappent aux profanes et que l'historiographie actuelle, très structuraliste et sociologisante, néglige trop. L'analyse de l'échec du désarmement – la grande affaire du début des années 1930 –, le processus de décision à la fois ferme et hésitant du Führer, la politique complexe de Mussolini envers Berlin, le mécanisme qui a conduit aux accords de Munich, tout cela est mis en lumière avec la nécessaire précision, plus utile que les trop fréquentes simplifications *a posteriori*. Un exemple : l'auteur relève qu'en mars 1933 Pilsudski avait fait débarquer des troupes sur la Westerplatte, la base de la marine polonaise à Dantzig. A l'époque, on n'avait pas compris et les puissances occidentales avaient exigé que Varsovie cesse ses « provocations ». En fait, il s'agissait sans doute d'un test : très conscient de la menace représentée par l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Pilsudski avait voulu tester la résolution des Occidentaux – test concluant... Cependant, il faut avoir à l'esprit cet incident en apparence minime pour mieux comprendre la genèse du traité germano-polonais de janvier 1934.

Ensuite, c'est un diplomate qui s'efforce de maintenir le contact avec un régime qu'il juge tout de suite épouvantable et avec ses acteurs, cela sans aucune illusion, parce que c'est son devoir d'Etat. Toutefois, grâce à cela – dans un système qui isole malgré tout moins les diplomates étrangers que ne le fait de son côté l'Union soviétique –, il apprend beaucoup de choses et remplit ainsi l'une des fonctions essentielles de la diplomatie : l'information.

En même temps, le récit met à nu les dysfonctionnements de la politique extérieure française de l'époque. Nulle part on ne fait la synthèse, nulle part on ne réfléchit à long terme, les services parisiens du Quai d'Orsay définissent la politique en vase clos, sans vraiment consulter ni même informer les ambassades concernées. François-Poncet note que tout au long de sa mission il ne sera convoqué qu'une seule fois à Paris pour une réunion d'ambassadeurs... L'historien remarquera ici cependant, à partir des archives, que la correspondance de l'ambassade à Berlin sous François-

Poncet était sans doute trop abondante et insuffisamment hiérarchisée : les diplomates des services centraux du Quai, fort peu nombreux en fait, auraient eu du mal à suivre, même si leur vision n'avait pas été limitée par les œillères de la « sécurité collective » et s'ils avaient mieux connu l'Allemagne.

Pour finir, l'historien retiendra en particulier le chapitre consacré à l'idéologie du régime : au rebours d'un courant d'interprétation fréquent, qui sous-estime le rôle de l'idéologie dans le système, François-Poncet en souligne la cohérence, certes résultant d'une synthèse entre de nombreux courants préexistants, mais suffisamment dynamique pour convaincre la société, dont les différents segments, en particulier les élites traditionnelles, retrouvaient au fond des éléments connus, dans un univers culturel familier, et se trouvaient moins dépaysés qu'on ne l'imagine aujourd'hui.

Et, enfin, se dégage tout au long du livre, par touches successives, un portrait politique et psychologique du Führer et une description de son système de pouvoir – complexe mais particulièrement bien expliqué ici, avec le rôle en général sous-estimé de la chancellerie du Reich et celui, ignoré, de la chancellerie personnelle du Führer, à ne pas confondre ! –, portrait et description auxquels l'historien aujourd'hui adhérera. La seule retouche étant, on le sait maintenant, que le Führer lisait beaucoup, y compris des documents administratifs, et suivait les affaires de façon plus précise que ne le pensait François-Poncet, peut-être influencé ici par un préjugé concernant la prétendue *Schlamperei* autrichienne...

Georges-Henri Soutou

Gilles KEPEL, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris, 2015, 352 p.

Ce nouvel ouvrage d'un des plus éminents spécialistes français du monde arabe, de l'Islam et des banlieues revient sur la montée de la radicalisation et les racines du phénomène djihadiste en France.

En 2012, le *djihad* réapparaissait sur le sol français ; les attaques perpétrées par Mohamed Merah mettaient un terme à seize années de sanctuarisation du territoire national. Les attentats de 2015 contre *Charlie Hebdo* et le magasin Hyper Cacher ainsi que les massacres du mois de novembre à Paris et à Saint Denis en apparaissent comme le prolongement. A ces violences sidérantes doivent également être ajoutées la première décapitation d'un chef d'entreprise au mois de juin 2015 et la tentative avortée de fusillade à bord du Thalys au mois d'août. Les organes chargés de la sécurité n'étaient pas parvenus à anticiper une telle reprise ; ils n'ont pas su intégrer la fusion sur laquelle elle repose, « *entre une idéologie islamiste étrangère portée par les réseaux sociaux et la nouvelle sociologie politique du salafisme français radicalisé* ». Il apparaissait donc essentiel de tenter de comprendre les raisons de cette difficulté à analyser les raisons de ce retour du terrorisme islamique en France, qui correspond en fait,

nous explique Gilles Kepel, à une mutation en profondeur des acteurs et de leurs modalités d'action.

Ainsi, l'ouvrage remet en perspective cette nouvelle forme de *djihad* qui vise désormais la France et plus globalement l'Europe, alors considérées comme le ventre mou de l'Occident, pour que la société implose et se perde dans une véritable guerre civile confessionnelle. L'auteur explique que l'islamisme français s'est développé à travers trois générations : d'abord, avant 1989, celle des premiers immigrés ou « darons », première génération islamiste en France qui s'est concentrée sur l'édification de mosquées. Après, ce seront les Frères musulmans et les « blédards » qui formeront la deuxième génération. Pas plus détenteurs de la citoyenneté française que leurs prédécesseurs, ils ciblent « *la jeunesse scolarisée née en France pour lui inculquer des principes musulmans intégraux destinés à la dissocier de l'éducation assimilatrice portée par l'Ecole républicaine* » ; l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) qui a porté la revendication du port du *hijab* représente bien cette deuxième génération. La loi de 2004 sur le port des signes religieux ostentatoires ruine l'emprise de cet organisme.

La troisième génération est quant à elle constituée des enfants de l'immigration postcoloniale. L'année 2005, ponctuée par des émeutes dans plusieurs banlieues françaises, marque un « *basculement du centre de gravité de l'Islam en France de l'UOIF aux quartiers et des 'blédards' aux 'jeunes' comme les désignent [...] les médias [...] touchés par une réislamisation ostensible et fortement prosélyte dont le salafisme constitue le fer de lance* ». Cette dernière génération agrège des enfants d'immigrés et des Français « de souche » convertis. Les instances mises en place par la France pour tenter d'en assurer la représentation s'avèrent désormais sans influence sur eux, même s'il faut bien évidemment relever avec l'auteur qu'il serait réducteur de décrire uniquement de cette façon la totalité de la jeunesse issue de la première ou de la deuxième génération d'immigration, étant donné qu'un certain nombre d'élites a émergé en son sein.

Finalement, le djihadisme français s'est construit progressivement autour d'un ensemble de frustrations économiques et politiques qui ont trouvé un prolongement dans un phantasme obsidional d'islamophobie. Dans ce contexte, la citoyenneté française ne faisait pas obstacle à la contestation de la valeur éthique et des devoirs auxquels elle est pourtant liée, alors que les droits qui en découlent demeuraient néanmoins exigés. « *C'est à partir du djihad irakien, entre 2003 et 2005, que la mouvance se structure progressivement autour d'une nouvelle génération. Le milieu carcéral a pleinement profité à son développement* ». Toutefois, « *la principale mutation qualitative et quantitative* » a été causée par la révolution numérique, qui a « *élargi à l'univers entier un espace du champ de bataille* » ; elle a également « *favorisé les déplacements – au sens concret et symbolique – entre tous les espaces : le djihad français se prolonge en Syrie et réciproquement* ». Une véritable internationale djihadiste s'est ainsi constituée, engendrant une circulation de combattants entre l'Europe et l'Etat islamique.

Internet et les réseaux sociaux offrent une caisse de résonance inespérée aux discours et aux actes des salafistes/terroristes. Les contenus audiovisuels islamistes tendent à faire « *aboutir une vision du monde sur un engagement destiné à le bouleverser par la violence paroxystique afin d'accoucher* » de ce qu'ils considèrent comme le Bien et le Vrai. Cette violence particulière est autant destinée à faire peur qu'à mobiliser.

Ces contempteurs d'un monde qualifié de mécréant répondent notamment à un *Appel à la résistance islamique mondiale* rédigé par un penseur syrien, Abu Mussab Al-Suri, qui théorise le terrorisme sur le sol européen et dont l'efficacité tient en partie au fait que la stratégie d'offensive provient de l'intérieur des pays et est le fait de quelques-uns de ses propres citoyens. Ce ne sont pas des étrangers qui attaquent mais bien des jeunes nationaux, parfois désorientés mais systématiquement galvanisés par la violence extrême et la perspective d'un « Islam intégral » ; ils aspirent à un hypothétique califat, un retour à ce que leurs idéologues considèrent comme l'âge d'or de l'Islam, celui des Abbassides du Moyen-Age. L'Europe doit ainsi devenir l'une des composantes de ce califat.

Or cette nouvelle époque du terrorisme islamique en France intervient au moment même où, à partir de 2012, une partie importante de la jeunesse française d'ascendance immigrée et musulmane tente de s'investir dans l'intégration politique par le vote et les candidatures. Comme le souligne Gilles Kepel, « *c'est cette intégration, clé de l'harmonisation d'une société française plurielle autour d'un socle de valeurs partagées, qui est menacée en son tréfonds par l'émergence du djihad en son sein* ».

Gilles Kepel fonde sa réflexion sur un travail d'enquête minutieux ; cet ouvrage interroge notre pays sur ses choix à l'égard des banlieues qui ont été le ferment du djihadisme dans une société qui ne semble pas toujours assez inclusive. En dépit d'un accroissement prégnant de ce que l'auteur qualifie de « *marqueurs de l'islamisation* », ces symptômes ne peuvent « *résumer la diversité de la population française* » de culture ou d'ascendance musulmane. Bien plutôt, ils sont la résultante d'un combat pour l'hégémonie sur celle-ci.

Xavier Pacreau

Jean PEYRELEVADE, *Journal d'un sauvetage*, Albin Michel, Paris, 2016, 446 p.

Ce livre est le fruit d'un journal tenu par son auteur, ancien président du Crédit Lyonnais. Il relate les tribulations de sa présidence, confrontée à un héritage très difficile et à la menace pure et simple d'une faillite de cette grande banque. On y trouve donc les aléas du journal, unilatéral, autocentré, partial par définition. En outre, certains passages ont été réécrits en partie de mémoire, le journal n'ayant pas toujours été tenu avec la régularité nécessaire. Autre caractéristique classique d'un journal, l'auteur est généralement plus content de lui que des autres, tendance universelle chez les diaristes.

En quoi un tel journal, qui couvre dix années, de 1993 à 2002, intéresse-t-il les relations internationales ? Simplement parce que les difficultés du Crédit Lyonnais anticipent celles qu'ont connues nombre de banques dans le monde à la suite de la crise des *subprimes* et que leur dépassement a comporté une dimension internationale, le Crédit Lyonnais ayant des activités importantes dans la plupart des pays occidentaux. Des procès ont ainsi été engagés contre la banque aux Etats-Unis et en Suisse. L'ouvrage intéresse aussi le lecteur par la franchise de son propos, contrepartie de sa subjectivité. On peut sur cette base en tirer deux niveaux d'analyse.

Le premier est celui des portraits et jugements qui concernent les personnes, hauts dirigeants et hauts fonctionnaires, mais aussi cadres de la banque. Les traits sont sans concession, avec une lucidité désenchantée et des moments de visible exaspération, et les cibles sont nombreuses. La principale est Jean-Yves Haberer, ancien directeur de la banque et prédécesseur de l'auteur, grand fonctionnaire prestigieux, considéré comme responsable principal sinon exclusif des malheurs la banque. Les mots sont cruels (irresponsable, munificent, mégalomane, fou...) ; il y a du Saint-Simon imprécateur dans ces emportements. Le ministre des Finances que fut Edmond Alphandéry n'est pas non plus épargné – vainement colérique, incompetent et sans pouvoirs. Beaucoup d'autres, toujours en vie et parfois actifs, auront des raisons de lire ce journal avec agacement. On pense par exemple aux banquiers concurrents, qui voyaient une occasion de mettre sous l'eau la tête du Crédit Lyonnais, notamment Michel Pébereau.

Le second niveau est d'ordre institutionnel et presque sociologique. Il montre l'Etat accaparé par une caste, caste avant tout attachée au maintien de ses avantages et privilèges et par ailleurs d'une grande incapacité. On songe à l'image de la France de la fin de l'Ancien Régime, au parasitisme d'Etat d'une aristocratie égoïste, décadente et finissante. L'expression de trahison des élites n'est pas utilisée, mais l'idée y est bien. L'auteur met en cause la solidarité des inspecteurs des finances et plus largement des énarques (le grand reproche qu'adresse par exemple Jean-Yves Haberer à Jean Peyrelevade est de n'être pas énarque : il n'est que polytechnicien et, même s'il avait déjà appartenu à la direction du Crédit Lyonnais, il vient du monde des assurances). Il évoque (p. 443) « *le Crédit Lyonnais enfoncé dans la crise par une armée d'inspecteurs des finances, situés à tous les postes de commandement, à la banque elle-même mais aussi à la Banque de France et à la direction du Trésor* ».

Mettre l'accent sur le rôle néfaste de cette caste, de Bercy et de ses satellites dans leur ensemble, permet à l'auteur d'exonérer le gouvernement Bérégovoy de toute responsabilité dans les errements de la banque, alors qu'on considèrerait souvent que ce gouvernement avait beaucoup contribué à charger la barque. On peut sur ce point rappeler que Jean Peyrelevade avait été directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy, dans le gouvernement issu des élections de 1981. Cependant, il a été nommé à la tête du Crédit Lyonnais par le gouvernement Balladur en 1993, ce qui pouvait apparaître

comme une mission de sacrifice. L'auteur explique comment, dans ce contexte tourmenté, indifférent ou hostile, il a réussi à redresser la banque jusqu'à une fin qu'il juge néfaste, une « *mise à l'encan* » avec la privatisation du Crédit Lyonnais et sa cession au Crédit agricole.

Jean Peyrelevade écrit d'une plume incisive, avec un goût et un talent évident pour la polémique. Alors même qu'il traite de sujets techniques, il les expose toujours de façon claire et didactique. Il est l'auteur d'une douzaine d'autres livres, d'analyse économique et d'engagement politique, au centre gauche. On peut citer *Le Capitalisme total* (Seuil, 2005) ou *Sarkozy : l'erreur historique* (Plon, 2008). A la lecture de son journal, on comprend mieux le monde des banques et la crise des *subprimes*, mélange de légèreté et de cupidité, et les ressorts humains autant qu'économiques qui provoquent les grandes catastrophes.

Serge Sur

Maël RENOARD, *Fragments d'une mémoire infinie*, Grasset, 2016, 280 p.

Après la longue et passionnante recension de l'ouvrage de Maël Renouard par notre ami Gérard Alain Slama dans les colonnes de *Commentaire* (2), il est difficile pour moi d'ajouter à ce qu'il affirme de l'originalité de l'essai et de la profondeur de la réflexion qu'il apporte.

A la différence de la multitude de livres qui s'efforcent d'analyser les conséquences de la révolution introduite par l'Internet dans nos sociétés et dans les rapports de puissance entre les nations, Maël Renouard s'interroge d'abord sur son expérience personnelle d'écrivain et d'essayiste face au numérique omniprésent. Il montre brillamment, en faisant le lien avec les réflexions philosophiques, anciennes et récentes, comment se trouve modifié en profondeur le rapport à la mémoire et à la création littéraire.

Prolongeant la réflexion de Malebranche, de Bergson et de Deleuze mais aussi d'Yves Bonnefoy, il oppose la « *mémoire infinie* » des bases de données numériques aux « *fragments* » que nous utilisons, qui sont en quelque sorte notre pain quotidien et qui deviennent une autre partie de notre propre mémoire.

Maël Renouard ne rejette pas l'Internet dont il montre, à partir de sa propre expérience personnelle, combien il est devenu incontournable pour toutes sortes d'utilisations, mais analyse avec une grande subtilité comment il change durablement notre rapport avec nous-mêmes. A cet égard, il prolonge la réflexion d'Albert Thibaudet sur le lien entre le romancier et le philosophe (3). Cet ouvrage passionnant, de surcroît d'une lecture agréable, qui se consacre à la mutation des approches du travail intellectuel et de la création désormais à l'œuvre dans les nouvelles générations – et même chez les plus anciens : qui, aujourd'hui, n'a pas recherché une référence

(2) « Un jeune et profond philosophe », *Commentaire*, n°154, 2016/2, pp. 457-459.

(3) *Réflexions sur la Littérature*, Gallimard, Paris, 2007, p. 605.

ou une information sur Google ? –, confirme le talent prometteur de son auteur.

Benoît d'Aboville

Nicolas SAUDRAY, *Nous les dieux. Essai sur le sens de l'histoire*, Editions Michel de Maule, Paris, 2016, 920 p.

On n'aborde pas un tel ouvrage sans une certaine hésitation. L'ambition du titre, l'épaisseur imposante, l'ampleur du projet assumé par l'auteur, qui part de l'idée que « *contrairement aux hommes des autres civilisations qui sont restés prudents, ceux de l'Occident se sont mis à la place de Dieu... mais ne parviennent plus à assumer ce rôle* », tous ces premiers indices peuvent laisser perplexe. La vigueur du dessein retient toutefois l'attention : l'œuvre a mûri pendant une vingtaine d'années, nourrie par la lecture de très nombreux ouvrages, largement cités dans les notes à la fin de chaque chapitre. Pas de doute : nous sommes invités à un long et généreux parcours.

Le sommaire très charpenté est le meilleur appui pour résumer le propos, comprendre la méthode et même esquisser un portrait intellectuel de l'auteur, qui a suivi un double parcours de haut fonctionnaire dans des registres variés (finances, justice, culture) et d'écrivain, avec une dizaine de romans et, plus récemment, deux pièces de théâtre et un essai. Pour la première fois, Patrice Cahart rejoint et soutient ainsi Nicolas Saudray, auteur désormais complet de cette synthèse historique, toutes capacités rassemblées. Fin de la dissociation.

D'emblée, Saudray indique qu'il a écarté la quête impossible d'un sens univoque voire absolu, mais qu'il n'a pas renoncé à chercher une certaine cohérence autour de quatre principes directeurs, progressivement dégagés de sa lecture longue de l'histoire et de l'étude des grandes civilisations : l'expansion inéluctable de la vie, la complexité croissante des sociétés, la superposition des strates selon une incessante sédimentation, enfin l'émergence parallèle de formations différentes mais comparables.

La première partie, « *L'homme avant l'histoire* », très cursive, offre une introduction en rappelant les grandes étapes de l'émergence de la vie : la diversité de ses formes, que l'auteur met en valeur face à la sélection naturelle, nécessité technique certes, mais trop souvent érigée en théorie réductrice ; le déploiement constant des hommes dans l'espace ; le recours progressif aux représentations (200 siècles de grottes ornées !) ; l'apparition du langage ; enfin la mise en place des monuments. La scène est plantée, une action est engagée.

Dans la deuxième partie, Saudray analyse la fragmentation de ce premier élan en civilisations différentes : de l'Égypte à l'Occident, il en dénombre onze, qu'il analyse de façon comparative autour des grands repères : les dieux, le sens de la vie, l'espace, le temps, l'amour, la morale et la mort.

L'ambition de la troisième partie est de réexaminer les « lois de l'histoire », plus ou moins établies, sur la naissance des civilisations, le destin des empires, les ressorts de l'économie, la structuration des sociétés selon des ordres ou des classes. De façon plus personnelle, il s'interroge sur la succession des styles dans la montée de l'Occident, sur la façon dont d'autres civilisations se tiennent à l'écart de ce « courant principal » – dont il conteste l'ambition – et reprend enfin la question du déclin.

Plus vagabonde, la quatrième partie aborde le thème de la liberté et du hasard dans l'histoire : de l'apparition du Christianisme aux guerres mondiales, en passant par la Révolution française, Saudray reprend l'argument, déjà développé dans son essai précédent paru en 2014 chez le même éditeur, *1870, 1914, 1939. Ces guerres qui ne devaient pas éclater*, pour souligner que l'histoire n'était pas écrite d'avance et que le rôle des grands acteurs a été déterminant.

La cinquième partie présente une conclusion très ouverte : la nouvelle constellation des puissances installe un monde sans cohérence, où les « valeurs faustiennes » diffusées par l'Occident s'estompent ; la régression de l'industrie mine l'attente généralisée de la croissance économique ; de nouveaux défis vont mobiliser l'adaptabilité de l'homme, notamment celui de l'énergie.

L'auteur propose ainsi une grande relecture, forcément sélective mais soutenue par une enquête approfondie. Inlassablement, il s'efforce de rassembler les principaux éléments d'appréciation, poursuit sa recherche quand l'opinion établie ne le satisfait pas, argumente et avance une réponse, souvent prudente, mais parfois plus tranchée. Dans cet exercice à la fois synchronique et diachronique, les rapprochements sont parfois déconcertants, des angles morts subsistent, mais l'auteur garde son cap et sa mesure, en s'en tenant à quelques règles de conduite révélatrices de sa démarche. Le refus de tout esprit de système cible la lecture marxiste à plusieurs reprises, mais conteste aussi bien la construction webérienne sur l'éthique protestante et le capitalisme. Toynbee, Pirenne et Braudel sont cités à diverses reprises comme références obligées et surtout Spengler, mais pour montrer à quel point ce dernier, « *Cassandra dévoyée* », a été mal compris. Le réalisme de l'inspecteur des Finances est certes bien présent, mais cela ne l'empêche pas de souligner à de nombreuses reprises que « *les idées ont leur force propre, même quand elles vont à l'encontre de l'économie* ». De même, il relève « *la dynamique du suffrage universel, par laquelle le pouvoir se déplace sans que la répartition de la richesse ait été modifiée au préalable* ».

En fait, le cœur de l'enquête de Saudray est bien cet « Occident » trop divers mais obsédant. Comment cette « *sensibilité commune* » s'est-elle formée, en quoi réside sa spécificité ? L'Antiquité, le Christianisme ? Sans doute, mais la Réforme et la montée des États ont bousculé cette première synthèse. L'Occident ne s'est pas contenté d'hériter, sa projection démiurgique l'a porté au-delà de ses formes fondatrices pour lui donner

sa vraie marque, que l'auteur s'efforce de saisir à la fin de son 'portrait cavalier des onze civilisations' : « *Respectueux des divinités, les Grecs et les Romains se sont contentés d'en introduire de nouvelles quand les anciennes n'ont plus suffi. Seuls les Occidentaux ont osé se mettre à la place de Dieu. Nous nous lançons dans le cosmos, nous scindons et fusionnons les atomes, nous greffons des organes, nous concevons des êtres vivants dans des éprouvettes, nous fabriquons des cellules humaines. Les sages de l'Antiquité y auraient vu autant de sacrilèges. Bref, nous nous caractérisons par la démesure. Certaines civilisations la connaissaient déjà, mais c'était seulement celle de leurs chefs : pyramides, Grande Muraille... En Occident, chacun la porte en soi.* »

Hubris assumée, rupture : l'Occidental « aime à ébranler les vieux édifices », à sortir de lui-même, pour le meilleur et pour le pire. Les cathédrales, construites par une main-d'œuvre libre, étaient déjà un acte de foi en l'homme, mais « *en cent ans, nous nous sommes davantage éloignés d'Athènes, de Rome et de Jérusalem qu'au cours des quinze siècles précédents* ». Pour saisir plus précisément encore cette dérive, Saudray cherche le gène, le moteur spécifique de cet élan déconcertant. Est-ce la reprise du défi prométhéen, référence invoquée et assumée au XIX^e par le socialisme révolutionnaire ? Cependant, la source mythologique grecque est trop lointaine et confuse, puisque Prométhée est un demi-dieu. L'auteur choisit plutôt de suivre Oswald Spengler, qui prend Faust pour modèle : après une première esquisse italienne dès le XIII^e siècle, la légende prend forme à partir d'un alchimiste de ce nom au début de la Renaissance, amplifiée par la forte figure de Paracelse, savant et humaniste vagabond, contemporain de Luther et d'Erasmus ; elle monte sur la scène avec Marlowe en 1588 et va dominer l'œuvre de Goethe, avant d'entrer au répertoire des grands opéras avec Gounod. L'homme défie Dieu et pactise avec le diable, son ambition sans mesure en fait un presque-dieu, au risque de l'échec et de la perte, mais le Ciel intervient : « *Wer immer strebend sich bemüht, den können wir erlösen* » (« *Celui qui toujours s'efforce et se donne de la peine, nous pouvons le sauver* »). L'infinie quête de l'homme dans l'univers ne peut aboutir et peut même l'égarer, mais elle le sauve au bout du compte : c'est en portant ce danger jusqu'au point extrême mais raisonné que l'Occidental construit et perpétue son modèle de civilisation, dont il assume l'excès fondateur pour l'ériger en principe.

La réalité et la légende amplement reprise de ce rebelle auraient ainsi produit l'archétype de l'homme occidental. On voudrait en débattre avec l'auteur, car sa lecture mériterait des prolongements. Puisqu'il s'appuie sur le Faust goethéen, la célèbre affirmation initiale selon laquelle « *au commencement était l'Action* » et non le Verbe ne peut être un simple « tour de passe-passe » : la réfutation du prologue de l'Évangile de Jean renvoie à la construction du rapport du monde occidental à la divinité. Ce processus complexe, parti des Pères de l'Église pour se développer pendant

le premier Moyen-Age, ne fut pas une parenthèse de « six siècles confus », mais le temps de la nécessaire maturation.

Dès lors que Jean l'Évangéliste est ici en cause, comment ne pas se référer à Irénée de Smyrne, deuxième évêque de Lyon en 177, héritier direct de l'apôtre par son maître Polycarpe ? Il va lutter contre la dérive dualiste de la gnose orientale en construisant une cosmogénèse centrée sur la divinisation progressive de l'homme par l'accueil de la Révélation. Et Goethe lui-même reprend cette dynamique dans la fin du « deuxième Faust » évoquée plus haut : sans le Verbe, l'Action est dévoyée, et seul celui-là peut racheter celle-ci. Les tournants majeurs et successifs de la Renaissance, de la pensée scientifique et politique du XVII^e puis des Lumières et de la passion révolutionnaire vont certes opérer un basculement. Les mots et les horizons changent, mais en fin de compte le paradigme reste le même : la démesure est légitime si elle est régulée par une promesse. Et le désarroi présent de l'Occident ne vient-il pas de ce que le « progrès » n'est plus une promesse ?

Si on tient encore un instant, à titre de contre-épreuve, le fil théologique, la constante de l'homme occidental se confirme et se perpétue, depuis la lointaine source biblique (« *Qu'est-ce donc que l'homme, pour que tu t'en souviennes... A peine le fis-tu moins qu'un dieu* », Ps. 8) jusqu'au discours très médité du pape Benoît XVI aux intellectuels français lors de l'ouverture du Collège des Bernardins en septembre 2008 : la création n'est pas achevée – « *Dieu travaille, ergazétai* » – et toutes les formes de la recherche authentique sont par elles-mêmes une quête d'infini.

Un ouvrage de cette ampleur appelle bien des débats qu'on ne peut ouvrir ici, mais il faut relever deux faiblesses dans ce riche inventaire des grandes civilisations.

Alors que le choix heureux de la formule « *Double Orient* » rend bien compte des liens multiples et profonds entre Byzance et le monde arabe et permet de mesurer la gravité des affrontements actuels et que la lecture de la diversité du monde indien est vivante et stimulante, la saisie de la civilisation chinoise laisse à désirer : elle est certes étudiée de près sous tous ses aspects, mais l'approche reste schématique. La complexité, les contradictions vivantes, les registres divers de la vie collective s'effacent pour ne laisser qu'un grand édifice hiératique et normé une fois pour toutes, voué à se perpétuer à travers les âges.

Pendant, le choix le plus déconcertant est la quasi-absence de l'Afrique, victime en quelque sorte du fait d'avoir été le berceau, le point de départ d'où l'homme devait sortir pour devenir pleinement lui-même et victime aussi de son premier et immense succès, la civilisation égyptienne : après le rift des origines et le grand Nil nourricier, c'est fini, le relais passe irrémédiablement à d'autres. Saudray souligne certes le « *bonheur sans autre exemple* » de l'Égypte pharaonique, qui a « *évitée toute intrusion sérieuse* » pendant ses dix premiers siècles. Il ne manque certes pas de

souligner que le sud du pays a toujours gardé la maîtrise sur le delta, parce que « *L'Afrique profonde a triomphé de la Méditerranée* ». Cependant, peut-on en déduire implicitement, comme il le fait par son silence dans tout le reste de l'ouvrage, que le continent échappe ensuite à l'histoire des grandes civilisations ? Après les Pharaons, la mosaïque des royaumes et des empires qui se déploie à l'Ouest et au Sud va sauvegarder le soubassement paysan, communautaire, tribal et animiste qui résiste encore aujourd'hui après les dix derniers siècles d'incursions de tous ordres. L'auteur, qui se garde de tout jugement de valeur, fait valoir au chapitre VI que l'Afrique traditionnelle n'avait ni écriture – mais le berbère et l'amharique de l'Éthiopie plurimillénaire, apparu au XIII^e siècle ? – ni ville – mais Kano, les cités-Etats yorubas et celles de l'empire songhaï ou du Mali ? – et souligne la difficulté à rendre compte de son extrême diversité. Il aurait pourtant trouvé chez Senghor et Césaire des vues comparables aux siennes sur le pluralisme, la diversité des formes et des strates, la perception d'un Occident tirailé, vaincu par sa propre puissance et la conviction que l'homme africain désaliéné contribuera fortement à l'émergence d'un monde « polyphonique ».

L'interrogation de l'Occident sur lui-même – et en particulier de l'Europe, son noyau originel – est un trait dominant qui court à travers les siècles. Ce très riche et savant polyptyque, qui remonte aux origines de l'humanité, vient à un moment où la question s'amplifie. La sortie des grandes idéologies, la perte de cohérence du système international et le fléchissement de la longue maîtrise occidentale du monde ne conduisent pas l'auteur à un pessimisme « spenglérien », au déclinisme ou au repli identitaire, mais plutôt à une lucidité raisonnée, à une prise de conscience plus aiguë. L'Occident s'est porté jusqu'à un point limite, son déploiement a enclenché un processus planétaire de contagion et de contestation tout à la fois, qui désormais lui échappe. Cet essai d'analyse parallèle et croisée offre ainsi une tentative d'histoire multiple pour un monde désormais multiple. Saudray fait le pari d'une recomposition qui ouvrira une nouvelle époque, car les grandes civilisations passent par plusieurs apogées et plusieurs déclins.

Est-on loin de Thibaudet ? En apparence peut-être, tant le propos est vaste, mais la littérature et la pensée politique sont toujours présentes : lecteur inlassable porté aux classements et aux panoramas, Saudray a déjà rendu hommage au maître dans son ouvrage précédent et reste fidèle à sa démarche. Cet essai ambitieux, hors du commun, aide à mieux lire notre monde.

Thierry WOLTON, *Une histoire mondiale du communisme, tome 1 : Les Bourreaux, 1 136 p., tome 2 : Les Victimes, 1 136 p., Grasset, Paris, 2016*

Les deux ouvrages présentés ici sont les deux premières parties d'un triptyque dont la troisième n'est pas encore publiée et qui sera consacrée aux « complices », c'est-à-dire à l'implication des partis frères, ceux qui n'ont pas réussi à atteindre le pouvoir, dans les crimes du communisme.

L'œuvre de Thierry Wolton se veut une synthèse de l'expérience communiste dans sa globalité, c'est-à-dire dans toutes les sociétés où le communisme a été expérimenté et mis en œuvre. L'ouvrage est sous-tendu par une problématique unique, comme le révèlent les sous-titres choisis. Il s'agit d'affirmer la nature intrinsèquement criminelle de cette forme politique. Il y a eu des bourreaux, les communistes au pouvoir, des victimes, la société objet de leurs expériences, et des complices (qu'on découvrira quand le troisième tome sera paru). Et il s'agit également de mettre en pièces un certain nombre de conceptions, développées en particulier par des penseurs marxistes critiques à l'égard de l'expérience passée du communisme, selon lesquelles le destin tragique du marxisme soviétique, qui a fait école dans le monde entier, ne serait que conjoncturel, le véritable socialisme n'ayant jamais été mis en place ou seulement dans des sociétés qui ne pouvaient le recevoir, faute d'un développement industriel suffisant. Wolton veut démontrer que la nature totalitaire du communisme est présente dès les prémisses de l'Union soviétique et qu'elle n'est donc pas un incident de parcours lié à l'avènement de Staline. Certes, Trotski est moins brutal que Staline, certes Lénine, dans son fameux testament, a semblé préférer le premier au second, mais le destin du communisme n'aurait pas été sensiblement différent si l'aiguillage avait porté le train sur un rail différent.

L'Histoire mondiale du communisme se situe dans une généalogie aisément identifiable. Elle renvoie d'une part aux doctrines structuralistes du totalitarisme, telles qu'Hannah Arendt a pu les développer. Elle appelle d'autre part la comparaison avec un autre ouvrage qui traitait également le communisme comme un phénomène intrinsèquement criminel, *Le Livre noir du communisme* de Nicolas Werth et Stéphane Courtois. A ce titre, l'ouvrage n'est pas original et peut-être moins audacieux qu'il aurait pu l'être dans des temps plus reculés – les années 1970 ou 1980 (et même jusque dans les années 1990, rappelons la polémique violente autour de la parution du *Livre noir*) – dans lesquels le marxisme tenait le haut du pavé dans le monde intellectuel et où le Parti communiste représentait une force encore très pesante sur la vie politique. Il va de soi qu'un tel ouvrage peut soulever la polémique aujourd'hui, mais qu'il ne la soulève pas de la même manière qu'auparavant. Certes, un courant anticapitaliste se restructure aujourd'hui en France et en Europe, mais ses référents culturels et historiques ne sont pas le communisme soviétique et ses épigones chinois,

cubains ou centre-européens, dont personne ne se réclame vraiment (encore qu'A. Badiou...).

Il n'en reste pas moins que l'*Histoire mondiale* est une œuvre absolument remarquable. Elle se veut tout d'abord une histoire, au sens le plus classique du terme, c'est-à-dire une narration des événements et des péripéties du communisme. Sont ici abordés, de manière systématique, le développement du communisme, tout d'abord en Russie puis dans les sociétés où il s'est implanté (c'est surtout l'objet du 1^{er} volume), et les persécutions réalisées sous son joug, ce qui inclut une description du système de répression mis en place par les régimes en cause. Elle se veut ensuite une analyse structurale du système communiste, qui explore la dimension totalitaire du phénomène, et tente de déterminer les conditions économiques, sociologiques et culturelles qui ont permis l'installation du communisme, en particulier en Russie. Les pages consacrées à ce que Thierry Wolton appelle « *la révolution totalitaire* » et qui se proposent de déterminer les raisons du basculement du communisme en Russie sont particulièrement stimulantes. Loin d'être une anomalie – comme le considèrent ceux qui pensent qu'il est une aberration en raison des retards russes qui rendaient impossible la mise en œuvre d'un véritable socialisme –, il s'explique par une profonde congruence entre les structures mentales et économiques de la Russie et celles du communisme : « *Ce n'est pas la Russie qui a fait du communisme ce qu'il est devenu, mais c'est elle qui était préparée à l'accueillir tel qu'il était* » (p. 203). Cette *Histoire* est enfin une anthologie, puisque le texte est très opportunément enrichi d'un certain nombre d'extraits d'œuvres, de manifestes qui complètent, souvent opportunément, les développements.

L'*Histoire*, on l'aura compris, aborde des questions complexes. Celle de l'unité d'un phénomène, tout d'abord, le communisme en tant qu'objet politique. Wolton la postule, autour des concepts de crime et de totalitarisme : toutes les expériences communistes ont été criminelles et totalitaires. Celle des rapports entre le contingent et le structurel. Wolton voit évidemment des contingences, il ne nie pas le rôle des hommes. La Révolution russe fut du reste, selon lui, un coup d'Etat, dans la lignée de Malaparte que Trotski détestait, réalisé par quelques hommes déterminés et qui ont récupéré un pouvoir presque vacant. Cependant, derrière ces contingences, restent des structures, des invariants. Le communisme a attiré des types d'hommes, fanatisés et prêts à tout, dont le prototype est évidemment Lénine lui-même, dont l'auteur dresse un portrait remarquable, non dénué par ailleurs de souffle littéraire. Le pouvoir communiste ne peut se développer et se maintenir sans un recours massif à la violence parce qu'il est un projet de reconstruction « *utopique* » des sociétés, fondé sur la désignation et la liquidation d'ennemis considérés comme détestables en soi.

L'ouvrage soulève évidemment des questions centrales, en particulier sur les rapports entre socialisme et communisme et sur la filiation qui peut exister entre Marx et Lénine par exemple. L'auteur le reconnaît,

toujours dans ces pages à mon sens centrales de l'ouvrage consacrées au phénomène totalitaire : « *Le système mis en place par Lénine marche sur la tête selon les canons du marxisme, puisque l'être n'y détermine pas la conscience. C'est un monde où l'idéologie et le politique constituent l'infrastructure et non la superstructure, où l'organisation socio-économique est une dérivation du parti. La dictature du prolétariat proclamé n'a rien à voir avec le prolétariat réel, c'est une dictature de l'idée du prolétariat telle que les bolcheviks l'imaginent* ». S'ouvre, on le voit, une disjonction entre marxisme et bolchevisme, que l'auteur avait plutôt tendance à gommer. La dénonciation du communisme devient alors celle d'un régime qui se définit par sa dimension criminelle – là où il y a communisme, il y a crime –, ce qui laisse ouvert la possibilité d'un socialisme qui ne tomberait pas dans ces impasses. Le communisme y est d'ailleurs décrit, dans les premières pages de l'ouvrage, comme le régime dont « *tout le pouvoir revient au parti-Etat* » et dont l'objectif proclamé est de créer une société sans classes et sans Etat.

L'*Histoire mondiale du communisme* est donc un ouvrage d'ampleur (chaque volume comprend plus de 1 000 pages), informé et érudit, dont l'approche théorique est assumée.

Nicolas Haupais